

T'OKUP!



Rejoins
l'avalanche!
Toutes et tous à
Davos!

Agenda-journal intersticiel de la mouvance anarch@-alternat@-intersquat-féministe-antifa-précaires, etc. (Lôzane et ailleurs)

n° 34 (janvier 2003)

Avec page supplémentaire encartée

PRÉSENTATION > Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup! essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus), souvent en reprenant des tracts ou des communiqués écrits par différents groupes, parfois en laissant la place à des textes individuels. Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros sont consultables sur le net.

Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne

Inscris-toi sur la liste de mail (à partir du site internet) pour être régulièrement informéE des activités de l'Espace autogéré.

Le World Economic Forum (WEF) doit disparaître!

Le forum économique mondial (World Economic Forum - WEF) est une institution privée dont le siège est à Genève. En font partie les 1000 plus grosses entreprises économiques privées du monde. Pour pouvoir en être membre, il faut pouvoir justifier d'un chiffre d'affaires d'au moins un milliard de dollars.

Depuis sa création en 1971 par Klaus Schwab, alors professeur d'économie novice à Lausanne, le WEF s'est développé. De simple séminaire de management, il est devenu l'un des forums et des réseaux les plus renommés pour imposer à l'échelle mondiale le système basé sur la domination de l'économie de marché. Dans le passé, les rencontres organisées par le WEF ont par exemple initié le lancement de l'Uruguay Round du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), d'où est née l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), ou encore rendu possibles des discussions préliminaires en vue de créer la NAFTA (North American Free Trade Association). Ce sont les pierres angulaires dans le processus global de libéralisation, lequel assure et facilite sans cesse de nouveaux débouchés économiques aux entreprises transnationales. La rencontre annuelle du WEF a traditionnellement lieu fin janvier à Davos. Il s'agit de la plus grosse rencontre de l'élite de la planète initiée de façon privée. A côté de ça, le WEF met sur pied des rencontres régionales sur tous les continents, par exemple le forum économique européen de Salzbourg. Aux côtés des 1000 chefs d'entreprises invités au sommet de Davos en tant que représentants des entreprises membres du forum, on trouve aussi un certain nombre de politiciens de haut rang, de scientifiques, de rédacteurs en chef des plus gros conglomérats de médias, ainsi que quelques rares représentants de

la "société civile" (syndicats, ONG,...) triés sur le volet. L'élite globale se compose quasi exclusivement d'hommes; la participation de femmes se situe bien en dessous des 10%. L'invitation est délivrée personnellement et n'est pas automatiquement renouvelée d'année en année. Ce mode d'invitation ren-

manifestations contre le WEF sont devenues chaque année plus importantes et plus larges en Suisse. C'est pourquoi Klaus Schwab dut déplacer en dernière minute l'édition 2002 à New York. Les autorités ne pouvaient pas organiser suffisamment de forces de police pour garantir la sécurité des participants.

Infos pratiques en dernière page!



force le caractère d'exclusivité et donne aux invités le sentiment agréable d'appartenir au cercle des global leaders. Les invités sont parfois membres des différents clubs auxquels le WEF a donné naissance: par exemple le club des "Global Leaders of Tomorrow", le "World Media Leaders" ou le club des "Industry Governors" (capitaines d'industrie). La structure de club et le cadre informel des rencontres au Forum sont des conditions idéales pour développer des structures de loyauté entre l'économie, l'Etat et les soi-disant "acteurs-clé de la société civile".

Durant les cinq dernières années, le WEF a rencontré une résistance et des critiques grandissantes. Les autorités ont jusque-là réagi en interdisant toutes les manifestations à Davos et en bouclant totalement le village de montagne. Malgré cela, les

L'édition 2003 est donc censée se dérouler de nouveau à Davos du 23 au 28 janvier, sous le mot d'ordre "construire la confiance". Le WEF cherche à gagner la confiance en améliorant sa politique d'information et de communication. A cette fin, le WEF organise des débats publics en dehors du centre des congrès de Davos, débats censés être accessibles à toute personne intéressée. S'alignant sur cette logique, les autorités de Davos ont fait part de leur disposition à autoriser la manif pour la première fois. "L'Alliance d'Olten", un regroupement large d'organisations et de groupes de gauche, appelle à des manifestations et à des actions contre le WEF. La plate-forme commune de l'Alliance exige entre autres la dissolution du Forum et se refuse à un "dialogue" qui ne servirait purement qu'à améliorer l'image du WEF. L'Alliance d'Olten mobilise pour une grande manifestation le 25 janvier 2003 à Davos.

Coordination anti-OMC suisse

Lire aussi page encartée...

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
pour faire le point sur Davos
18 décembre à 20h00
à l'espace autogéré, César-Roux 30

RÉPRESSION ET TERREUR D'ETAT EN ITALIE

La grande vague

La vague de répression continue en Italie. A l'aube du 4 décembre, le parquet de Gênes a émis un mandat d'arrêt contre 23 militants dont 9 sont actuellement écroués. De plus, 45 domiciles ont été perquisitionnés. Tout ceci a lieu alors que les activistes arrêtés le 14 novembre viennent d'être relâchés (voir ci-contre et ci-dessous) et que la justice italienne a classé sans suite les actions contre les policiers impliqués dans la répression à Gênes (assassinat de Carlo Giuliani et perquisition sanglante de l'école Diaz).

Parmi les 23 manifestants anti-globalisation interrogés, certains sont accusés non pas d'actes de violence mais de "participation mentale" ("compartecipazione psichica") et de "soutien psychologique" (aux actions de Gênes).

Dans son mandat d'arrêt, le juge Elena Dalosio écrit : " Il est clair que non seulement ceux qui ont matériellement pris part au saccage doivent être poursuivis, mais aussi ceux qui ont facilité les actes ou qui ont donné de la force à leur objectif. Ces gens devraient être poursuivis même s'ils n'ont pas commis d'acte matériel."

En d'autres termes, penser autrement que le gouvernement est en train de devenir un crime en Italie...

<http://italy.indymedia.org/>



Protestation devant le consulat italien à Lausanne

Vendredi 29 novembre la Coordination anti-omc Lausanne et l'Organisation socialiste libertaire ont appelé à manifester en solidarité avec les camarades incarcérés dernièrement dans le sud de l'Italie. Cette action a réuni plus de cinquante personnes qui ont bloqué l'entrée du consulat italien de Lausanne avec des actions théâtrales. La police anti-émeute barricadée dans l'entrée du consulat est restée sur sa faim. Nous fêtons la libération de certainEs camarades sans oublier celles et ceux qui sont encore détenus.

Vive l'anarchie et à bientôt à Davos et à Evian!

*Coordination anti-omc Lausanne
OSL Lausanne*

Arrestations à Domodossola

Dans l'après-midi du 6 novembre, les forces de sécurité italiennes ont retenu et fouillé des participant-e-s suisses au Forum Social Européen de Florence (6-10 nov.02), s'intéressant surtout aux écrits politiques. Un premier groupe composé de militant-e-s des Jeunesses socialistes, de Comedia, de la Déclaration de Berne a pu poursuivre sa route en omnibus et subi une nouvelle fouille à Milan. Ayant trouvé un appel pour la manif autorisée de Davos et deux CD de l'exposition Geometrie della memoria (expo sur le sommet du G8 à Gênes), les douaniers ont voulu refouler quatre autres personnes du Collectif des sans-papiers et de la Coordination anti-OMC de Berne. Protestant avec l'appui du personnel du train, ces militant-e-s ont été frappé-e-s et arrêté-e-s, et deux gardé-e-s en détention.

Le soir, manif spontanée à Berne. Le lendemain le juge estima l'action des douaniers illégale et libéra les deux militant-e-s. Une autre manif s'est encore déroulée le soir à Berne.

Derrière l'action brutale de forces de l'ordre se profile la campagne médiatique du gouvernement italien qui désigne les participant-e-s au Forum comme des "terroristes."

Tract distribué lors de l'action devant le consulat d'Italie à Lausanne

Vendredi 15 novembre 02 dans les principales villes du sud de l'Italie, 42 personnes ont été arrêtéEs et accuséEs d'être les chefEs d'un mouvement appelé "Rete meridionale del sud ribelle" (Coordination méridionale du sud Rebel). Cette opération policière, qui n'est sans doute pas la dernière, intervient "par hasard" juste après le Forum Social Européen à Florence et pendant la grève de trois jours des ouvrierEs métallurgistes contre la fermeture des usines FIAT du sud de la péninsule.

13 personnes ont été transportées dans les prisons de haute sécurité. L'accusation est de "conspiration politique par association au fin de troubler l'exercice du pouvoir, propagande subversive au fin de subvertir violemment l'ordre économique (art. 270 bis)". A cette accusation complètement folle s'ajoute l'imputation de graves dommages pendant la manif contre le Global Forum de Naples du 17 mars 2001 et la manif de Gênes contre le G8 en juillet 2001.

Cette manoeuvre répressive est une attaque directe aux libertés et aux luttes sociales. Elle frappe le mouvement qui s'oppose à la guerre en Irak, le mouvement de protestation des travailleurs-euses qui refusent la politique liberale-autoritaire de Berlusconi, et tous les mouvements des étudiantEs, chômeurs/ses, immigréEs et femmes qui réchauffent l'automne en Italie.

L'article 270 bis est une loi reprise du fascisme faite pour éradiquer les organisations anarchistes et socialistes de l'époque. Le gouvernement actuel l'applique pour bloquer la vague de protestations sociales de base de ces derniers mois, particulièrement au sud où la situation économique et sociale est beaucoup plus précaire qu'au nord.

Ils ont chargé, écrasé, torturé.
Ils ont tué un camarade, Carlo Giuliani.
Ils ont bloqué les frontières, expulsé et incarcéré.
Mais l'opposition sociale devient plus forte.
Ils veulent massacrer le peuple irakien au

nom d'une guerre contre le terrorisme, cette raison est aussi fausse que celles qui ont prétendu justifier les précédentes "missions humanitaires".

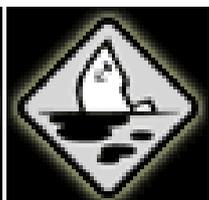
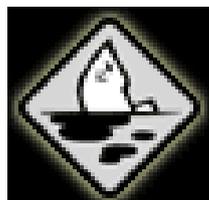
Mais l'opposition à la guerre grandit sans cesse.

Ils veulent réprimer et briser le mouvement contre la mondialisation et la domination capitaliste et étatique. Mais la lutte ne s'arrêtera jamais.

La rébellion est un mal dont nous ne voulons pas guérir..

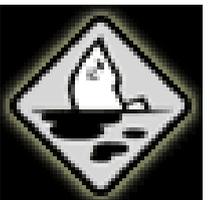
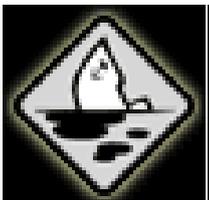
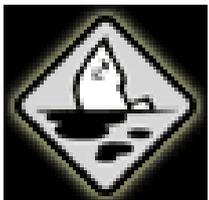
**Nous avons un autre monde dans nos coeurs et il est en train de grandir dans les rues !
Solidarité avec les arrêtéEs d'Italie
Contre la répression d'état, liberté immédiate de nos camarades!**

Organisation Socialiste Libertaire (OSL)



**COULEZ
EN MER**

avec la BCV
Compte Prestige



VALAIS: la police expulse un squat

Le collectif *Space Invaders* a décidé d'occuper le bâtiment 21, rue St-Charles à Sierre, laissé vide depuis des années pour y développer du logement et des activités autogérées et non-profit. Mais la flicaille valaisanne a mis fin à l'expérience. Résumé des événements.

Lundi 18 novembre 2002: occupation de la maison, suivie de trois jours d'intenses nettoyage et réfections.

Vendredi 22 novembre: ouverture publique. Contact tendu avec un prétendu propriétaire ne voulant pas donner son nom (il y en a 5 en tout). La police prend quelques identités. Nous accrochons des banderoles sur sur la façade.

A 17h environ, profitant que quelques personnes soient sorties pour récupérer de la nourriture, 7-8 véhicules de police arrivent, des pions se présentent à la porte et plaquent rapidement à la fenêtre un mandat plutôt louche car délivré deux heures seulement après leur premier passage (du jamais vu pour notre part). Une vingtaine de flics entourent la maison puis commencent à défoncer la porte au bélier. Les quatre occupants restants se sont fait menottes violemment pour certains et emmener au commissariat. Là, ils ont été fouillés (à nu pour l'un d'eux) et interrogés pendant environ 3h. Le dernier d'entre eux a été relâchés cinq heures plus tard car il a été interrogé par un juge d'instruction, cinq heures durant lesquelles les agents l'on laissé menotté dans le dos et on refusé de lui donner de l'eau. On leur annonce qu'une plainte pour violation et de dégradation de domicile a été déposée contre eux. La bleussaille à même poussé la "plaisanterie" jusqu'à qualifier squat.net et le collectif Space Invaders de néo-nazis (!), après minutieuse vérification

de leur part sur la toile, bien évidemment !.

Une partie des affaires des occupants à été emportée par la police puis restituée le lendemain, le reste est séquestré dans la maison et les occupants sont invités à les récupérer le mardi suivant. Quatre autres personnes (8 en tout) ont été interrogées sur convocation le samedi après midi, également pour dégradation et violation de domicile. L'un d'entre eux voulant parler au juge à été menacé d'être incarcéré en préventive 48h et a été fouillé à nu puis menotté à un radiateur jusqu'à ce qu'il fasse une déposition. Bien évidemment il est impossible d'appeler un avocat. On a toujours pas de nouvelles quant à l'identité exacte de la personne ayant porté plainte.

Vendredi 2 décembre, toutes les affaires des anciens occupants sont toujours séquestrées par la police dans la maison depuis plus de deux semaines.

On remarquera l'efficacité de la police qui arrive à obtenir un mandat et expulser un squat en deux heures mais qui à besoin de plus de deux semaines pour restituer les affaires des personnes qu'elle expulse....

(22.11.02, texte intégral sur www.squat.net/spaceinvaders)



Arrestations préventives pour la venue de Couchepin en Valais

Hier, jeudi 5.12.02 lors de la réception du nouveau président de la confédération (M. Pascal Couchepin) en ville de Sion trois personnes connues par la police cantonale pour leur engagement ont été interdit d'écouter son discours. Comme ils avaient des opinions politiques très différentes de celles qui étaient représentées hier sur la place de la planta, la

police s'est donné le droit d'embarquer arbitrairement ces trois personnes. Au poste de police aucune déposition n'a été faite de la part de pions mais d'après la police ces trois personnes recevront une amende. Mais on ne sait toujours pas pour quel motif ???
!!!La démocratie c'est ferme ta gueule!!!

(Indymedia)

PROCÈS DE LA CITÉ : 14 janvier 2003

Octobre 2002, 13 personnes inculpées pour entrave au fonctionnement des services d'intérêt général sont acquittées par le tribunal de police (voir *T'Okup!* n°32). Dans un mois, le 14 janvier se tiendra un nouveau procès, cette fois pour violation de domicile.

Point commun: dans les deux cas, un service public s'attaque à des personnes qui tentent de faire valoir un droit élémentaire. Droit de manifester attaqué par les TL (Transports publics) pour le premier cas, droit au logement attaqué par l'ECA (Etablissement Cantonal des Assurances) pour le second.

Violation de domicile. Chef d'inculpation bien connu des squatteurs/euses. Pourtant, dans cette affaire, les circonstances

et le domicile sont bien particuliers:

La maison cotoie la Cathédrale de Lausanne. Vide depuis 6 à 7 ans, elle a été gracieusement offerte à l'ECA par le canton de Vaud en 1996. Deux ans après, on annonce la privatisation de l'ECA. Le canton a donc fait un joli cadeau à quelques privilégiés. Privilégiés qui, bien décidés de rentabiliser ce petit cadeau rêvent de le démolir pour y placer un immeuble rentable. Hélas pour eux, quelques défenseurs du quartier bloquent ce projet pour plusieurs années par des oppositions. C'est dans ce contexte et en pleine crise du logement que la maison est occupée. Scandalisé par l'idée que des gens ayant besoin d'un toit puissent profiter de ce bien public privatisé, L'ECA multiplie les plaintes.

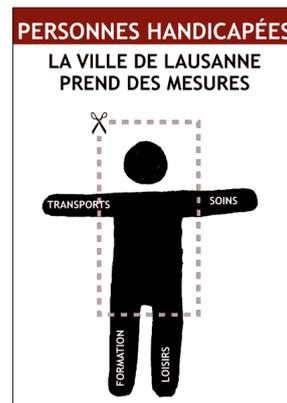
C'est pas tous jours Noël, surtout pour les personnes handicapées

Pour combler les commerçants, la ville de Lausanne déboursa cette année 145'000 francs pour la pose des décorations de Noël au centre ville, plus 15'000 francs pour l'électricité (vive les économies d'énergies!). Par contre on ne renonce pas à d'autres économies: la municipale Zamora supprime la subvention de 85'000 francs pour les bons de transport des personnes handicapées ou âgées vivant en institution. A raison de 10 par mois, ces bons permettaient d'emprunter les véhicules de Transport Handicap Vaud au prix des transports publics.

Finis désormais la formation, les loisirs ou la culture en dehors des institutions! Fal-lait être socialiste pour y penser...

A l'occasion de la journée internationale des personnes handicapées, Cap Contact, Pro Infirmis Vaud et Solidarité Handicap ont offert un marteau et des clous à la municipale en question pour symboliser comment la ville "cloue entre quatre murs" les personnes à mobilité réduite.

Par ailleurs, diverses associations lancent une pétition contre la contention dans les institutions (renseignements: Solidarité-Handicap-Mental, Maupas 49, 1004 Lausanne, 021/648.25.82)



Une formation pour les sans-papiers!

Mercredi 20 novembre a eu lieu à Lausanne une manifestation pour revendiquer l'accès des sans-papiers à une formation professionnelle dans le canton de Vaud. Il faut savoir que le département de la jeunesse et de la formation "tolère" les sans-papiers à l'école obligatoire jusqu'à 15 ans. Ensuite, toute formation professionnelle, dans toute la suisse, leur est impossible. Ainsi donc, les personnes sans-papiers n'ont aucun choix: ils/elles doivent être exploités.

Squat de l'Oasis

Recours au TF déclaré non-recevable, menaces d'expulsion. 19 déc. à 15h au tribunal cantonal de l'Hermitage.

Bien que l'ECA avec l'aide des incorruptibles experts cantonaux ait pu faire lever les oppositions, les travaux, conjoncture oblige, n'ont toujours pas démarré et la maison est toujours occupée.

Alors que les scandales financiers se multiplient et coûtent des millions à la collectivité publique, ce sont donc cinq personnes qui vont se retrouver devant le tribunal de police mardi 14 janvier 2003 pour avoir pénétré dans un bâtiment laissé à l'abandon.

Les oeuvres d'entraide aident le WEF !!!

L' «Open Forum Davos 2003» a été présenté lundi 25 novembre 2002 à Berne. Il s'agit d'une sorte d'ersatz du «Spirit of Davos». Avec l' «Open Forum Davos 2003» il s'agit pour le WEF de «dialoguer». Le WEF a effectivement déniché 7 ONG pour entamer un dialogue. La Fédération des églises protestantes de Suisse (FEPS) y est pour beaucoup. Des conférences publiques auront lieu durant le WEF 03 dans l'aula d'une école de Davos louée par le WEF. Parties prenantes au côté du WEF, nous trouvons **Pain pour le prochain**, l'**Association Suisse - Nations Unies**, la **Fédération internationale Terre des hommes**, la **Fondation Max Havelaar (Suisse)**, la **Fédération des églises protestantes de Suisse**, la **Croix rouge Suisse** et la **Fondation suisse pour la paix**. Elles mèneront leurs interventions du vendredi 24 au lundi 27 janvier de 12h45 à 14h30 et de 18h45 à 20 heures. Y prendront notamment la parole, Peter Brabeck-Letmathe, CEO Nestlé ou encore Daniel Vasella de Novartis, mais aussi les conseillers fédéraux Pascal Couchepin et Joseph Deiss ou encore International Organisation for Migration (IOM) considérée comme une ONG et ayant son siège à Genève. Les journalistes présents à la conférence de presse qui s'est déroulée au Casino de Berne étaient majoritairement critiques. Ils demandèrent aux ONG si elles n'avaient pas l'impression de se faire instrumentaliser. Carol Franklin du «Spirit of Davos» était présente dans le public et déclara que le Spirit «accompagnerait» cette initiative, tout comme d'ailleurs celles du «Public Eye» et de «L'autre Davos». Elle fera ensuite un bilan. Le Spirit reprendra éventuellement l' «Open Forum Davos 2003» à son compte l'année suivante. La Coordination anti-OMC de Berne a rédigé un communiqué qui a été distribué aux journalistes présents ainsi qu'aux intervenantEs (voir ci-dessous).

Rien n'y change - Pas de dialogue avec le WEF !

Communiqué de la Coordination Anti-OMC de Berne

Le WEF est confronté à un problème d'image, suite à une série de scandales et de faillites dans lesquels sont impliqués certains de ses illustres partenaires (Enron/ Arthur Anderson, ABB, Swissair...). Comme l'analyse très justement le WEF, les multinationales et leurs décideurs économiques ne jouissent plus d'aucune confiance auprès de larges couches de la population. C'est pour cela que le WEF s'évertue à renouer le «dialogue» avec la «société civile» sous le mot d'ordre «Building trust» (construisons la confiance).

De nombreuses ONG qui se sont prêtées au petit jeu du dialogue avec le WEF ces dernières années ont pu se rendre compte qu'un tel dialogue ne profite qu'à l'image du WEF et n'apporte aucun changement concret. C'est par exemple le cas de Greenpeace qui mit fin au «dialogue» entamé dans le cadre du WEF avec le lobby automobile, lorsque l'organisation se rendit compte que le WEF était surtout intéressé par les caméras de télévision rendant compte du dit «dialogue». Dès qu'il s'agit par contre de la mise en oeuvre concrète de revendications, la disposition au dialogue du WEF disparaît subitement.

En Suisse, l'Alliance d'Olten, une large coalition d'organisation critique face à la globalisation, appelle les organisations de solidarité, les syndicats, les organisations féministes, les mouvements pour la défense de l'environnement et les groupes liés aux églises à refuser toute offre de dialogue avec les responsables du WEF ou de participation au forum du WEF. Les sept organisations que le WEF a trouvé pour dialoguer n'ont jamais participé à des réunions ou à des protestations contre le WEF et poignent ainsi dans le dos les ONG et les organisations qui depuis des années éclairent de manière critique les structures élitaires et antidémocratiques du WEF.

Nous continuons à préférer mettre notre confiance dans les luttes sociales et les structures de base organisées par en bas. La distribution des richesses ne se fera pas au travers d'un dialogue avec les global leaders du WEF mais en les combattant.

(trad. Coordination Anti-OMC de Lausanne)

Infos pratiques en dernière page!

A télécharger sur squat.net/contre-attaque (cliquez Infokiosk):

Le WEF sur la lune
Un investissement que vous ne regretterez pas

Dépliant argumentaire pour participer au financement de l'envoi du WEF sur la lune



Infos supplémentaires sur le WEF dans la brochure

Dr Schwab et son forum économique mondial

(octobre 2000, rééditée)
Disponible à l'Infokiosk

Le maire d'Evian s'exprime...

G8: extraits d'une interview édifiante du maire d'Evian

(«Le Messenger», jeudi 28.11.02)

A partir du 25 avril et pendant un mois, 5000 personnes, policiers, douaniers, CRS, etc. seront sur le secteur. « Ils ne vont pas rester cloîtrés dans leur dortoir pendant leur temps libre! Ça ne peut être que propice pour la région ! » .

« Les Evianais seront dans un périmètre où ils pourront circuler, sortir de ce périmètre, rentrer, du moment qu'ils auront un badge. A Gênes, il y a eu 80 000 personnes badgées. A Evian-les-Bains, il y aura les 7 500 habitants plus 1 500 personnes qui travaillent dans la cité.»

Un Thononais qui veut se rendre par exemple à Saint-Gingolph, par où passe-t-il ?

« Aucun problème, il monte par Marin, Saint-Paul, la route de Thollon et il redescend, il prend la direction de Saint-Gingolph. Le contournement existera, les gens prendront leurs dispositions. Au lieu de mettre une demi-heure pour aller à Saint-Gingolph, ils mettront exceptionnellement trois quarts d'heure, une heure. »

Quid des bateaux de la Compagnie générale de navigation ?

« Les bateaux de la CGN n'arriveront pas à Evian. Aucun car ne rentrera sur le périmètre crucial. D'où fermeture des lycées, collèges, les lundis et mardis. Avant il y aura peut-être des désagréments. Un mois avant, ce sera la prise de position sur le terrain par les forces de l'ordre et les vérifications, ce qui est tout à fait normal. Ce qui épurera notre Chablais de tout ce qui perturbe la nuit... »

« Il faudra que les forces de l'ordre soient étendues sur les différentes zones. Du carrefour des Chasseurs à Saint-Gingolph, à Châtel, il y aura des forces de l'ordre partout. »

Et le contre-sommet ?

« Il y a eu une réunion dernièrement à Evian, organisée par des bons soixante-huitards. Ils n'ont amené aucune solution. La mondialisation est née le jour où l'on a pu faire des transferts de fonds en tapant sur un clavier ! Et là dessus, ils ne peuvent rien faire. Il faut bien se dire que dans le monde capitaliste, c'est l'argent qui mène le monde. Et ça a toujours été... »

Interview complète sur www.squat.net/contre-attaque, cliquer « news »

APPEL À DES ACTIONS DE PROTESTATION CONTRE LE WORLD ECONOMIC FORUM (WEF)

Plateforme de l'Alliance d'Olten

Un autre monde est nécessaire!

1. L'Alliance d'Olten, un rassemblement de personnes de gauche, chrétiennes, autonomes, pacifistes, anarchistes, vertes, anti-impérialistes, féministes et communistes faisant partie de groupes de base, de partis, de syndicats et d'organisations non-gouvernementales les plus divers, appelle toutes les personnes solidaires à participer aux mouvements mondiaux de protestation contre le World Economic Forum. Nous appelons toutes les personnes à utiliser les débats autour du WEF 2002 comme une opportunité pour mener des activités internationales, interrégionales et locales. L'intérêt public permet une discussion large sur les alternatives à l'ordre économique en place, qui exclut la majorité des gens et qui détruit de plus en plus de vies. Cela permet de discuter des stratégies possibles pour éradiquer la violence raciste et sexiste.

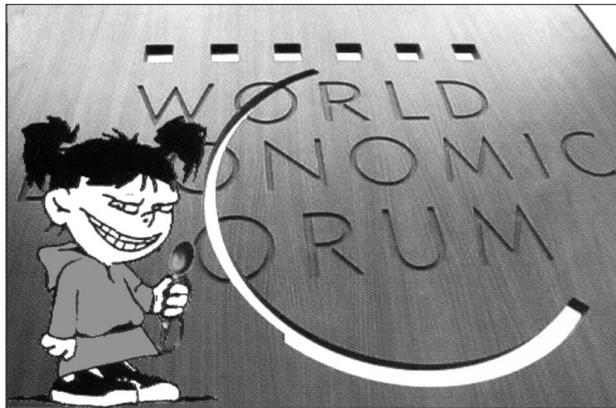
2. De plus en plus de gens vivent la forme actuelle de la globalisation, c'est-à-dire une concentration de pouvoir dans les mains de quelques-uns, comme un processus de violence menaçant la vie et comme une marchandisation de tous les domaines de la vie. En Suisse aussi, la mauvaise humeur croît envers la logique néolibérale, l'enrichissement éhonté d'une poignée de gens, l'arrogance des banques et le bradage des biens publics à des investisseurs privés. Nous nous mobilisons contre le WEF parce que nous luttons au quotidien contre le capitalisme, le racisme, le patriarcat et toutes les formes de domination. ConscientEs que nous ne sommes pas à l'abri des contradictions dominantes, nous ne voulons pas accepter dans nos propres rapports des formes de domination ni de discrimination. Nos mobilisations reposent sur le respect des différentes formes d'actions et d'organisations.

3. Le WEF rassemble les milles acteurs phare d'une mondialisation destructrice. Lors de sa rencontre annuelle cette élite autoproclamée discute des dernières stratégies en matière d'exploitation des êtres humains et de la nature. Une telle rencontre, aussi élitaire qu'autoritaire, ne saurait avoir la moindre légitimité. C'est pourquoi nous ne voulons pas du WEF, ni en Suisse ni ailleurs.

4. Nous appelons toutes les œuvres d'entraide, les organisations de solidarité, les syndicats, les organisations féministes, les mouvements pour la défense de l'environnement et les groupes liés aux églises à refuser toute offre de dialogue avec les responsables du WEF ou de participa-

tion au forum du WEF. Un vrai dialogue n'est possible qu'entre partenaires égaux/les. De tels dialogues, dont le cadre n'est établi que par les "global leaders", est le prétexte qui sert à défendre leur globalisation. De tels dialogues ne servent qu'à légitimer publiquement la guerre qui se perpétue depuis longtemps contre une large part de la population mondiale.

5. L'organisation de la conférence annuelle du WEF à Davos s'accompagne d'une restriction accrue des droits démocratiques. Il n'en sera pas autrement en 2003: la fermeture des frontières est à nouveau à l'ordre du jour. Des listes noires de personnes à qui l'accès à Davos est interdit ont été établies. Durant le sommet annuel, Davos est transformée en une forteresse. Le palais des congrès et les hôtels attenants constituent une "



zone rouge". Nous appelons toutes les forces démocratiques à protéger les droits fondamentaux contre l'assaut des décideurs mondiaux et à s'opposer à la répression contre les mouvements sociaux.

6. Nous protestons contre un projet de société qui repose sur des massacres dus à l'exploitation économique, à la destruction de l'environnement et aux interventions militaires. La guerre sociale contre les pauvres et l'imposition des intérêts de l'élite globale par des moyens militaires vont de pair. La "guerre contre la terreur", propagée par les Etats Unis depuis le 11 septembre 2001 contribue à accroître le contrôle sur les ressources naturelles au niveau mondial. L'agression planifiée contre l'Irak et ses ressources pétrolières en est un exemple récent. L'Alliance d'Olten se comprend comme partie prenante du mouvement anti-guerre mondial qui s'oppose à toute intervention en Irak, indépendamment du fait que l'ONU souscrive ou non à une telle agression.

7. Les transnationales organisées au sein du WEF sont co-responsables des conséquences des politiques néolibérales menées en Suisse. Avec des mots d'ordre tels que "capacités concurrentielles", "économie" et "réduction des coûts" c'est le démantèlement du service publique

ou sa privatisation qui sont visés, notamment dans les domaines liés aux transports, à la santé, à l'éducation et à la culture. L'actuelle crise économique rend particulièrement visible la manière dont des milliers de salariéEs sont sacrifiéEs sur l'autel du démantèlement social et de l'aggravation des conditions de travail, tombant ainsi à l'assistance, pour éponger les pertes des shareholders et des marchés financiers.

8. Nous nous engageons pour un monde fondamentalement différent, et sommes conscientEs que les revendications formulées ci-dessous ne sont qu'un fil rouge ou un premier pas en direction d'un ordre social et économique dirigé vers la satisfaction des besoins des êtres humains plutôt que vers la maximisation des profits. Ce qui est surtout nécessaire est une large discussion sur les formes alternatives d'organisation et du partage des richesses socialement produites, du travail, de l'accès aux ressources naturelles, de la propriété des moyens de production et de communication.

Aujourd'hui déjà nous nous engageons pour:

- l'élargissement des droits sociaux et économiques pour toutes et tous en lieu et place du démantèlement social et des privatisations;
- Il faut en particulier garantir pour toutes et tous un accès à la nourriture, à la formation et aux soins médicaux;
- l'arrêt de toutes les interventions militaires et l'abolition du "droit d'ingérence" des pays industrialisés au nom de "valeurs civilisatrices" ou d'"intérêts nationaux";
- le droit pour les populations de tout pays à l'autodétermination démocratique de base et au contrôle des ressources;
- l'annulation de la dette des pays dits en voie de développement;
- la liberté de déplacement et d'établissement pour tous les êtres humains, d'où qu'ils/elles viennent et quelles que soient leurs raisons.

APPEL COMMUN contre le WEF à Davos et la Conférence de sécurité de l'OTAN à Munich



Trop long pour être reproduit ici, l'appel autonome est disponible sous forme de brochure (12 pages A5) à l'infokiosk à l'espace autogéré ou sur www.squat.net/ contre-attaque.

Contre le WEF et l'OTAN qui sont les deux faces d'une même médaille: planification de la domination économique et militaire!

INFOS PRATIQUES pour la manif du 25 janvier à Davos

Etat de la situation au 12 décembre
(pour suivre l'évolution de la situation:
www.squat.net/contre-attaque)



Une grande manif contre le WEF est annoncée pour le samedi 25 janvier 2003 à Davos. Pour la première fois de l'histoire les autorités semblent vouloir l'autoriser. La contestation ayant pris de l'ampleur, le WEF risque sans ça de passer pour ce qu'il est vraiment. L'Alliance d'Olten a fait une demande pour des trains spéciaux auprès des CFF. La régie a dans un premier temps affirmé qu'elle n'était pas en mesure d'organiser des convois spéciaux par manque de wagons ! Il s'avérera plus tard que ce refus découle de pressions policières.

Plusieurs rencontres ont eu lieu entre l'Alliance d'Olten et les autorités grisonnes et davosiennes. Les autorités n'ont jamais joué cartes sur table, omettant fréquemment de rendre compte du dispositif policier et militaire qui joue un rôle de premier plan dans cette affaire. Les divers engagements pris par les autorités n'ont par ailleurs jamais été respectés.

Si la manif est pour l'instant autorisée, tout est mis en place pour que les manifestant-e-s ne puissent s'y rendre en masse. Aux dernières nouvelles les CFF auraient cédé sur deux trains spéciaux :

1. Genève-Landquart via Lausanne, Fribourg, Berne. (départ 7.30 - arrivée 12.00)
2. Bâle-Landquart via Aarau, Zurich. (départ 7.30 - arrivée 10.00)

C'est ensuite que ça se corse, les forces de l'ordre craignant de voir débarquer simultanément des groupes importants de manifestant-e-s à Landquart. Les trains de la RhB assurant le trajet Landquart-Davos ne peuvent en outre transporter que 200 personnes à la fois soit 800 à l'heure. La compagnie se refuse à mettre des cars à disposition. La police veut contrôler et trier les gens. Son plan est d'arrêter le train à mi-chemin, dans une gare qui serait transformé en une sorte de douane pour l'occasion. Tout le monde devrait alors sortir du train pour se faire contrôler un e à un e. Les personnes autorisées à continuer leur chemin devrait alors emprunter un deuxième train. Le fait que les autres soient embarquées n'a pas été démenti. Mais ne nous laissons pas impressionner par ce bluff médiatique!

Ceci étant inacceptable l'Alliance d'Olten a mis fin aux " négociations ". La stratégie à suivre sera arrêtée ces prochains jours.

Abonne-toi au T'Okup!

Envoie-nous 10 Frs, 20 Frs en billet (ou plus en soutien) ou l'équivalent en timbres-poste de 70 cts, et n'oublie pas d'indiquer **LISIBLEMENT** ton adresse, ou alors passe directement à l'Infokiosk. (En principe, le T'Okup! sort une fois par mois)

T'Okup!, Infokiosk, César-Roux 30, CH-1005 Lausanne

Offre spéciale de NOËL :
paie deux abonnements pour
n'en recevoir qu'un !

20'000 lieues sous les mers, c'est pas l'Prestige?

Devinette : Un homme d'affaire zougois (ou grec, londonien, amérikkkain, russe), un pêcheur galicien, un trader de la BCV (ou de la BCGe, de Texaco-Chevron, de PriceWaterhouse) et une retraitée d'un village tessinois sont sur un bateau. Quand le climat se dégingle et que le capitalisme a la diarrhée (100000 tonnes de mazout), qui tombe à l'eau en premier ?

Bilan continental 2002 des dégâts collatéraux de la dictature du pétrolariat : inondations monstres en Europe centrale, en France, à Genève, au Tessin, etc... Et une bonne vieille marée noire au large de la Galicie, tel le chocolat huileux sur ce gâteau de boue ! A celles et ceux qui attendaient que le ciel leur tombe sur la tête pour se révolter : ça pourrait bien être le moment, non ?



Assurance maladie, chômage, taxe poubelle & co

Le 30 novembre, un millier de personnes, dont beaucoup âgées, ont manifesté à Saint-François contre la hausse des primes d'assurances maladie et pour une caisse unique. C'est déguisé-e-s en poubelles que quelques manifestant-e-s ont déambulé. Allusion au Parti Socialiste Vaudois, qui, pour les votations du week-end précédent, avait préféré mobiliser contre la taxe poubelle que contre la révision scandaleuse de la loi sur le chômage et l'initiative xénophobe de l'UDC. Cette fois-ci, la manif ne pouvait être que populaire suite à la nouvelle hausse des primes. Mais une caisse unique, même avec des primes selon le revenu, ne dit rien sur la politique de santé qui sera menée. **Gratuité pour la santé, pour tous les besoins vitaux!**



A bas les auréoles!

LECTURES

NO PASARAN

Spécial *Sécuritaire*, la guerre permanente. Avec ce premier hors-série, la revue du réseau antifasciste radical français fournit des analyses fouillées des discours et des politiques sécuritaires, se penche la société de contrôle et sur l'institution policière.

21ter rue Voltaire, F- 75011 Paris

tél: 06.11.29.02, www.samizdat.net/nopasaran

NOIR & ROT

Journal bilingue du centre autonome de jeunesse de Bienne. Le n°43 (hiver 2002) traite des difficultés actuelles du centre autonome avec notamment l'incendie de la Coupole en octobre, de la lutte et des réalités des sans-papiers, des initiatives populaires en Argentine, des manif antifascistes consécutives aux attaques de skins cet été à Langenthal et Affolter. On y trouve également un article sur l'ouverture par les autorités de la chasse au mariage blanc, sur la nouvelle tentative de faire disparaître le Schrottbar (roulottes et wagenburg punk-crust à Bienne) et d'autres choses encore.

Noir & Rot, AJZ, Box 4140, CH- 2500 Biel 4
www.caj.ch

Bulletin ABC/CNA

"Si l'innocent-e mérite notre solidarité, le/la coupable la mérite encore plus"

L'Anarchist Black Cross (ABC) est une fédération internationale de groupes autonomes dont le but est l'abolition définitive du système carcéral. Depuis bientôt 4 ans, l'ABC de Dijon diffuse régulièrement des infos sur le monde carcéral ainsi que l'actualité sur les luttes, à l'intérieur comme à l'extérieur des prisons.

ç/o Maloka, BP 536, F- 21014 Dijon cedex
www.chez.com/maloka/

AGENDA

► PROCHAINS CONCERTS

24 déc.: Czapski + Lapin Luther King, jazz-punk de Lille

11 jan.: expérimental impro (à confirmer)

17 jan.: Fête de soutien Davos et Evian

► DÉBATS/FILMS/SOIREES

10 jan.: Film sur trois espaces autogérés de Suisse

14 jan.: AG de mobilisation contre le WEF de Davos, 20h

18 jan.: Soirée "Recette de Grand-Mères" (soirée femmes non-mixte)

Espace autogéré, César-Roux 30, Lôzane
Infos et actualités:

www.squat.net/ea (Agenda)

LA COMMUNE: CONSTRUIRE LE
COMMUN - CONQUÉRIR L'AUTONOMIE:
Cycles de discussion, lectures et conférences
à la librairie Basta et à Tir Groupé: 17 déc., 15,
22, 29 jan., 12, 26 fév. à 20h15 + 1er fév. de 14h
à 18h. Contact: ya.basta@graffiti.net
Programme complet sur:
squat.net/contre-attaque, cliquez "débat"